



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.950/2
du 6 mars 2017

sur

un avant-projet de loi
'concernant la coordination de
l'expertise et l'accélération de
la procédure relative à
certaines formes de
responsabilité sans faute'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.950/2
van 6 maart 2017

over

een voorontwerp van wet
'betreffende de coördinatie van
het deskundig onderzoek en de
versnelling van de procedure in
verband met bepaalde vormen
van foutloze aansprakelijkheid'

Le 3 février 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'concernant la coordination de l'expertise et l'accélération de la procédure relative à certaines formes de responsabilité sans faute'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 mars 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mars 2017.

*

Op 3 februari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de coördinatie van het deskundig onderzoek en de versnelling van de procedure in verband met bepaalde vormen van foutloze aansprakelijkheid'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 maart 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 maart 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique l'avant-projet^(*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 2

Le nouvel alinéa 1^{er} de l'article 964 du Code judiciaire en projet énonce que, « lorsque le juge désigne plusieurs experts, il peut désigner parmi eux un expert coordinateur »¹.

Il se déduit nécessairement de cette disposition que l'expert coordinateur est un expert judiciaire, nommé par le juge en raison de son expertise particulière, qui, par ailleurs, assumera la fonction de coordinateur des travaux du collège d'experts lorsque, par hypothèse, le juge nomme plusieurs experts.

La précision donnée dans le commentaire des articles selon laquelle il ne serait pas exigé « que la personne désignée (comme expert coordinateur) soit un expert dans une matière technique particulière », semble contredire le texte en projet précité. Ce commentaire trouve néanmoins un écho à l'alinéa 4 de l'article 964 du Code judiciaire en projet, qui estime nécessaire d'énoncer que « l'expert coordinateur est soumis à l'ensemble des dispositions du présent Code qui s'appliquent aux experts », précision qui semble *a priori* inutile puisque l'expert coordinateur est précisément choisi parmi les experts que le tribunal désigne. Il est dès lors à ce seul titre déjà soumis aux dispositions régissant l'expertise judiciaire.

Par ailleurs, comme tout expert judiciaire, celui qui sera désigné comme coordinateur du collège d'experts devra être inscrit au registre national des experts judiciaires, prévu à l'article 991^{ter} du Code judiciaire.

Les alinéas 2 et 3 de l'article en projet énoncent les missions de l'expert coordinateur. Il ne ressort pas clairement non plus du texte si celui-ci remplit sa mission de coordination au-delà de sa mission technique d'expert ou s'il est seulement désigné pour coordonner le collège.

(*) S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ L'article 972, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire énonce que « la décision qui ordonne l'expertise comporte au moins :

- l'indication des circonstances qui rendent nécessaires l'expertise et la désignation éventuelle de plusieurs experts ;
[...] ».

Invité à clarifier cette question, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« L'expert coordinateur peut être un des experts techniques désignés par le juge : dans ce cas, sa mission de coordination doit effectivement être comprise comme venant en sus de sa mission technique d'expert.

L'expert coordinateur peut également être un tiers (par exemple, un avocat) : dans ce cas, sa mission de coordination est exclusive de toute autre fonction, si ce n'est la tentative de conciliation des parties.

Le choix entre ces deux formules est laissé à la discrétion du juge ».

Si telle est effectivement l'intention de l'auteur de l'avant-projet, ce qui ne résulte clairement ni du texte ni de son commentaire, le dispositif devrait être adapté en ce sens.

Il sera tenu compte à cette occasion du fait qu'aux termes de l'article 991*ter* du Code judiciaire,

« [s]auf l'exception prévue à l'article 991*decies*, seules les personnes qui, sur décision du ministre de la Justice, ont été inscrites au registre national des experts judiciaires sont autorisées à porter le titre d'expert judiciaire et peuvent accepter et accomplir des missions en tant qu'expert judiciaire ».

Dès lors que l'on ne se trouverait pas ici dans l'une des « exception[s] prévue[s] à l'article 991*decies* » du Code judiciaire², il y a en effet lieu de constater que, l'expert coordinateur devant être un expert judiciaire, il ne pourrait être un « tiers », sauf à articuler de manière expresse la disposition en projet et l'article 991*ter* du Code judiciaire ou à compléter l'article 991*decies* du même Code afin d'y insérer une nouvelle exception.

Si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il s'impose alors également de supprimer les mots « parmi eux » du nouvel alinéa 1^{er} de l'article 964 du Code judiciaire en projet.

Article 3

L'article 3, a), a pour effet de remplacer l'article 973, § 2, alinéa 3, du Code judiciaire et d'ajouter un alinéa 4 à cette disposition.

² L'article 991*decies* du Code judiciaire dispose comme suit :

« Sans préjudice de l'article 991*ter*, l'autorité judiciaire qui confie la mission peut, par une décision motivée, désigner un expert qui n'est pas inscrit au registre national des experts judiciaires dans les cas mentionnés ci-après :

- en cas d'urgence ;
- si aucun expert judiciaire ayant l'expertise et la spécialisation requises n'est disponible ;
- si le registre national ne comporte aucun expert judiciaire disposant de l'expertise et de la spécialisation nécessaires au regard de la nature spécifique du litige.

L'expert visé à l'alinéa 1^{er} porte le titre d'expert judiciaire uniquement pour la mission qui lui a été confiée. Il signe son rapport sous peine de nullité et fait précéder sa signature du serment suivant : 'Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité' ; ou 'Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb' ; ou 'Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe'.

Le cas échéant, cette procédure, les motifs et les nom et prénom de l'expert désigné sont actés dans la décision de désignation ou sur la feuille d'audience ».

De l'accord du délégué du Ministre :

– il convient de modifier l'article 972, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 9, l'article 974, § 2, et l'article 985, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, qui renvoient à l'article 973, § 2, alinéa 3 du même Code ;

– aux articles 972, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 5, et 979, § 1^{er}, alinéa 2, de ce Code, les mots « l'article 973, § 2, alinéa 5 » seront remplacés par les mots « l'article 973, § 2, alinéa 6 » ;

– l'article 1369bis/10, qui renvoie à « l'article 973, alinéas 2 et 3 », sera adapté.

Article 4

1. Selon le commentaire de la disposition à l'examen, l'ajout proposé d'un nouveau paragraphe 3 à l'actuel article 978 du Code judiciaire, qui prévoit en principe qu'après le dépôt du rapport final d'expertise, « le juge fixe d'office la cause », c'est-à-dire sans attendre que les parties l'aient demandé, a pour but d'accélérer la procédure après ce dépôt, le juge n'étant donc plus tenu d'attendre une demande de fixation d'une ou des parties.

Il importe d'être conscient des limites de pareil aménagement des règles de fixation des causes à l'issue d'une expertise quant à l'effectivité de l'objectif poursuivi, voire du danger d'un effet contreproductif de cet aménagement.

Actuellement, à l'issue du dépôt du rapport d'expertise, il est fait application soit de l'article 750, alinéa 1^{er}, soit de l'article 747, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire, selon que la demande de fixation émane ou non des parties conjointement³.

Aux termes de la première de ces dispositions,

« Sans préjudice de l'application de l'article 747, la cause est fixée à la demande conjointe des parties ».

³ Pour la bonne compréhension de ces dispositions, il y a lieu de rappeler le cadre procédural, non modifié par l'avant-projet, dans lequel celui-ci s'insère quant à la décision judiciaire de recourir à une expertise.

Lorsqu'il y a une expertise judiciaire, il y a eu nécessairement, au préalable, un jugement ordonnant l'expertise et fixant la mission de l'expert. Ce jugement peut être prononcé après que la question de l'expertise ait été discutée à l'audience d'introduction (ce qui sera généralement le cas si toutes les parties conviennent que pareille mesure d'instruction s'impose – dans ce cas l'affaire est traitée en débats succincts en application de l'article 735 du Code judiciaire, seule la mission précise de l'expert suscitant parfois quelques débats), soit l'expertise est ordonnée après une première mise en état de la cause et une audience de plaidoiries (si le principe même de l'expertise est contesté ou si d'autres questions doivent être préalablement vidées, comme, par exemple, la question de la responsabilité, qui doit parfois être tranchée avant que le juge n'ordonne une expertise pour évaluer le dommage).

Dans les deux cas, l'affaire est *de facto* renvoyée au rôle général (lorsque l'expertise a été ordonnée à l'audience d'introduction) ou au rôle particulier d'une chambre (lorsque l'expertise est ordonnée à l'issue d'une première mise en état) pour permettre la réalisation de l'expertise, qui peut prendre parfois un certain temps. Il faudra donc nécessairement, à l'issue de l'expertise, c'est-à-dire après le dépôt par l'expert de son rapport final au greffe, que la cause fasse l'objet d'une nouvelle fixation pour pouvoir être plaidée sur le fond (sur la question litigieuse qui nécessitait précisément au préalable un avis technique de l'expert).

La seconde de ces dispositions est rédigée comme suit :

« Lorsque l'affaire a été renvoyée au rôle, ou remise à une date ultérieure, toute partie peut, par simple demande écrite déposée ou adressée au greffe, solliciter la mise en état judiciaire conformément aux alinéas 1^{er} à 4. Cette demande est notifiée par le greffier par pli judiciaire aux autres parties et, le cas échéant, par pli simple à leurs avocats. Cette notification fait courir les délais prévus aux alinéas 1^{er} et 3 ».

À la suite de cette demande, le juge fixe dans une même ordonnance un nouveau calendrier de mise en état et la date de l'audience à laquelle la cause sera plaidée.

Dans le cadre d'un système judiciaire permettant à chaque partie, dans le respect du principe du contradictoire et des droits de la défense, de donner son point de vue, il est essentiel, à l'issue du dépôt du rapport final de l'expert, de laisser aux parties le temps d'en prendre connaissance, de l'étudier et de le discuter, sans exclure, le cas échéant, eu égard à son contenu, le recours à des (nouvelles) négociations. En d'autres termes, il s'impose en principe de permettre aux parties de conclure, après avoir pris connaissance du rapport de l'expert, sur le contenu même du rapport, les conclusions de celui-ci ne liant pas le juge⁴, et sur l'incidence de celui-ci quant aux questions en débat. On n'aperçoit pas comment cela pourra se dérouler sans que ce soient les parties qui assurent la mise en état de la cause, tenant compte de l'avis de l'expert, qui influencera nécessairement la suite des débats (par exemple, lorsque l'expert se prononce sur l'existence d'une faute ou sur l'évaluation d'un dommage).

Il est donc très probable que c'est la disposition se présentant comme exceptionnelle de l'article 978, § 3, alinéa 3, en projet du Code judiciaire qui recevra l'application la plus fréquente. Selon cet alinéa 3, à l'audience ainsi fixée « d'office », le juge pourra remettre la cause à une audience ultérieure « si cela paraît nécessaire », « après avoir entendu les parties ». Le commentaire précise sur ce point que le juge

« doit pouvoir, à la lumière du rapport final de l'expert, mais aussi des remarques des parties, déterminer : a) à titre principal, si l'affaire est quand même en état d'être jugée [lire : plaidée⁵] à l'audience, [...] c) à titre infiniment subsidiaire, si des conclusions (supplémentaires) doivent être prises ».

On peut également en déduire que la disposition en projet ne trouverait son utilité que pour les cas suivants :

– celui où le juge acterait (en cas d'accord sur les délais) ou fixerait (en cas de désaccord sur ce point) de nouveaux délais pour l'échange des conclusions et la fixation d'une nouvelle date d'audience pour les plaidoiries ;

– celui où il acterait un accord entre les parties ou, comme le souligne également le commentaire de l'article, celui où le juge tenterait « de concilier les parties ou de leur demander de négocier/recourir à la médiation » ;

⁴ Pour rappel, en vertu de l'article 962, alinéa 4, du Code judiciaire, « [le juge] n'est point tenu de suivre l'avis des experts si sa conviction s'y oppose ».

⁵ L'audience de fixation est celle où l'affaire est plaidée, le jugement n'intervenant, sauf de manière exceptionnelle, qu'à une audience ultérieure, à l'issue du délibéré.

– celui des affaires se prêtant, comme pour les causes visées à l'article 735 du Code judiciaire, à des débats succincts.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier si le mécanisme de la fixation « d'office » qu'il entend mettre en place à l'issue des expertises, doit être inséré dans le Code judiciaire, alors que :

- il ne s'appliquera en réalité que de manière limitée ;
- s'agissant de la fixation d'un nouveau calendrier d'échange de conclusions et de fixation de l'audience de plaidoirie, elle ne requiert en rien qu'une audience lui soit consacrée puisque cela peut résulter d'une simple requête d'une partie ;
- les recours à des expertises sont rares dans les affaires se prêtant aux débats succincts ;
- on n'aperçoit pas comment, ainsi que l'exprime le commentaire de l'article 4, une partie pourrait agir de manière dilatoire au stade de la procédure qui fait suite au dépôt du rapport d'expertise, dès lors que chacune d'entre elles, en ce compris celle qui a intérêt à un traitement rapide de la cause, peut faire application de l'article 747, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire sans devoir attendre l'accord des autres parties lorsque la voie choisie est celle de la mise en œuvre, beaucoup plus rare en pratique au demeurant, de l'article 750 du Code judiciaire⁶ ;
- dans de très nombreux cas, l'article 978, § 3, alinéa 1^{er}, en projet du Code judiciaire pourrait donc avoir comme effet contreproductif de générer des prestations inutiles tant à charge des tribunaux (juge et greffiers), d'une part, que des parties et de leurs conseils, d'autre part.

Enfin, la référence faite par l'auteur de l'avant-projet à des pratiques en cours devant « plusieurs tribunaux du travail » ne paraît pas pertinente.

Il résulte en effet des explications fournies par le délégué du Ministre sur ce point que ces pratiques résultent pour l'essentiel d'un encouragement fait aux parties de faire usage de l'article 750 du Code judiciaire, qui, pour rappel, requiert l'accord de toutes les parties pour solliciter une fixation. Pareil système ne paraît pas compatible avec le souhait légitime, exprimé par le commentaire de l'article 4, « d'éviter [...] que les parties ou leurs conseils essayent d'agir de manière dilatoire en repoussant la fixation de la cause ».

⁶ À cet égard, le Conseil d'État s'explique mal la suggestion faite par le délégué du Ministre de rédiger l'article 978, § 3, du Code judiciaire comme suit :

« Na de neerlegging van het eindverslag ter griffie, kan *de meest gerede partij* de zaak opnieuw ter zitting brengen. De griffier brengt bij gewone brief de rechtsdag ter kennis van de advocaten of de wettelijke vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 728, § 3, en per gerechtsbrief aan de niet verschenen partijen of de partijen zonder advocaat of wettelijke vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 728, § 3 » (italiques ajoutés).

Pareille disposition ferait en effet double emploi avec l'article 747, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire.

On observera également, de manière plus incidente, qu'il n'est pas d'usage, dans le Code judiciaire, de préciser, lorsqu'un avis du greffe doit être envoyé à un avocat, qu'il doit l'être également au « wettelijke vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 728, § 3 », pareille assimilation étant de droit.

2. Si le texte est maintenu tel qu'en projet à l'alinéa 2 du nouveau paragraphe 3 de l'article 978 du Code judiciaire, il s'impose d'ajouter à la fin de l'alinéa les mots « ou par pli judiciaire aux parties qui ont fait défaut ».

Articles 5 à 10

Invité à préciser les mots « sans préjudice des exceptions expressément prévues par la loi », que l'article 10 de l'avant-projet insère dans l'article 4 de la loi du 17 avril 1878 'contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale', et interrogé sur la question de savoir si, par exemple dans le cas où le gardien d'une chose, défendeur dans une action basée sur l'article 1384 du Code civil, invoque la responsabilité d'un tiers et l'appelle en intervention, et que la responsabilité du dommage fait parallèlement l'objet d'une procédure pénale, le juge pourra encore, si l'avant-projet est adopté, décider de l'examen conjoint des deux demandes pour la nécessité d'une bonne administration de la justice (voir l'article 1385*quinquiesdecies*/2 en projet) et surseoir à statuer pour éviter un risque de contradiction entre les décisions des juges pénal et civil (voir l'article 4 du Code de procédure pénale, tel que modifié par 10 de l'avant-projet), le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Les mots 'sans préjudice des exceptions expressément prévues par la loi' signifient que le législateur peut prévoir des exceptions à l'application de l'adage 'le criminel tient le civil en état' en dépit du risque de contradiction entre les décisions du juge pénal et du juge civil. L'article 1385*quinquiesdecies*/1 en projet est un exemple d'exception à ce principe expressément prévue par la loi.

Dans l'exemple que vous donnez, la demande principale est fondée sur une responsabilité sans faute, ce qui, en vertu du nouvel article 1385*quinquiesdecies*/1, a pour conséquence que le juge civil ne devra pas surseoir à statuer sur cette demande.

En application de l'article 1385*quinquiesdecies*/2, il devra en outre se prononcer sur la demande principale dès qu'elle est en état d'être jugée, sauf s'il constate de manière motivée que l'examen conjoint de la demande principale et d'une demande incidente est nécessaire pour une bonne administration de la justice. Si tel est le cas, le juge civil devra attendre pour se prononcer sur la demande principale jusqu'au moment où la demande incidente est également en état d'être jugée.

Comme le fondement de l'action en intervention contre le tiers est l'infraction de ce dernier, cette action devra être suspendue sur base de l'article 4. La demande principale serait donc, indirectement, suspendue également ».

Cette explication mériterait de figurer dans l'exposé des motifs en ce qu'elle éclaire les articles 5 à 10 de l'avant-projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp ^(*), de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

Het nieuwe eerste lid van het ontworpen artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt: “Wanneer de rechter meerdere deskundigen aanstelt, kan hij onder hen een coördinerende deskundige aanstellen.”¹

Uit die bepaling volgt noodzakelijkerwijs dat de coördinerende deskundige een gerechtsdeskundige is die door de rechter aangesteld wordt vanwege diens bijzondere expertise en die bovendien de functie van coördinator van de werkzaamheden van het college van deskundigen zal vervullen wanneer de rechter verschillende deskundigen aanstelt.

De precisering in de artikelsgewijze bespreking volgens welke het “niet vereist is dat de (als coördinerende deskundige) aangestelde persoon een deskundige in een bijzondere technische aangelegenheid is”, lijkt de voornoemde ontworpen tekst tegen te spreken. Het vierde lid van het ontworpen artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek sluit evenwel aan bij die toelichting. De steller van het ontwerp heeft het immers nodig geacht daarin te vermelden dat “de coördinerende deskundige (...) onderworpen [is] aan alle bepalingen van dit Wetboek die van toepassing zijn op de deskundigen”, welke precisering *a priori* zinloos lijkt, aangezien de coördinerende deskundige net gekozen wordt uit de deskundigen die door de rechtbank worden aangewezen. Alleen daarom al valt hij onder de bepalingen betreffende het gerechtelijk deskundigenonderzoek.

Net als elke andere gerechtsdeskundige dient deze die als coördinator van het college van deskundigen wordt aangesteld overigens ingeschreven te staan in het nationaal register voor gerechtsdeskundigen, waarvan sprake is in artikel 991^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek.

(*)Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Artikel 972, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt: “De beslissing waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen, bevat minstens :
- de vermelding van de omstandigheden die het deskundigenonderzoek, en de eventuele aanstelling van meerdere deskundigen noodzakelijk;
(...)”.

In het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel worden de opdrachten van de coördinerende deskundige vermeld. Uit de tekst blijkt ook niet duidelijk of deze zijn coördinatietaken vervult naast zijn technische opdracht als deskundige, dan wel of hij alleen is aangesteld om het college te coördineren.

Op de vraag om deze kwestie nader toe te lichten, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’expert coordinateur peut être un des experts techniques désignés par le juge : dans ce cas, sa mission de coordination doit effectivement être comprise comme venant en sus de sa mission technique d’expert.

L’expert coordinateur peut également être un tiers (par exemple, un avocat) : dans ce cas, sa mission de coordination est exclusive de toute autre fonction, si ce n’est la tentative de conciliation des parties.

Le choix entre ces deux formules est laissé à la discrétion du juge.”

Indien dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, hetgeen niet duidelijk blijkt uit de tekst, noch uit de bespreking ervan, zou het dispositief in die zin moeten worden aangepast.

Daarbij moet rekening gehouden worden met het feit dat in artikel 991*ter* van het Gerechtelijk Wetboek het volgende wordt bepaald:

“Behoudens de uitzondering bedoeld in artikel 991*decies*, zijn uitsluitend de personen die, op beslissing van de minister van Justitie, opgenomen zijn in het nationaal register voor gerechtsdeskundigen, gemachtigd de titel van gerechtsdeskundige te voeren en bevoegd om opdrachten als gerechtsdeskundige te aanvaarden en uit te voeren”.

Voor zover we hier niet te maken hebben met één van “de uitzondering[en] bedoeld in artikel 991*decies*” van het Gerechtelijk Wetboek², behoort immers te worden vastgesteld dat, vermits de coördinerende deskundige een gerechtsdeskundige moet zijn, hij geen “derde” kan zijn, tenzij de ontworpen bepaling en artikel 991*ter* van het Gerechtelijk Wetboek op uitdrukkelijke wijze op elkaar worden afgestemd of artikel 991*decies* van hetzelfde Wetboek aldus aangevuld wordt dat daarin een nieuwe uitzondering wordt opgenomen.

² Artikel 991*decies* van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

“Onverminderd artikel 991*ter* kan de gerechtelijke overheid die de opdracht geeft bij een met redenen omklede beslissing een deskundige aanwijzen die niet in het nationaal register van gerechtsdeskundigen is opgenomen, in de hierna genoemde gevallen:

- in spoedeisende gevallen;
- wanneer geen gerechtsdeskundige met de vereiste deskundigheid en specialisatie beschikbaar is;
- wanneer het nationaal register, gelet op de specifieke aard van het geschil, geen gerechtsdeskundige bevat die beschikt over de vereiste deskundigheid en specialisatie.

Enkel en alleen voor de hem toegewezen opdracht voert de in het eerste lid bedoelde deskundige de titel van gerechtsdeskundige. Hij ondertekent zijn verslag op straffe van nietigheid en zijn handtekening wordt voorafgegaan door de volgende schriftelijke eed:

Ik zweer dat ik mijn opdracht in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk vervuld heb, of

Je jure avoir rempli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité, of

Ich schwöre, dass ich den mir erteilten Auftrag auf Ehre und Gewissen, genau und ehrlich erfüllt habe.

In voorkomend geval wordt er van deze procedure, van de beweegredenen en van de naam en voornaam van de aangestelde deskundige melding gemaakt in de beslissing tot aanstelling of op het zittingsblad”.

Indien dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, behoren eveneens de woorden “onder hen” in het nieuwe eerste lid van het ontworpen artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek te worden geschrapt.

Artikel 3

Artikel 3, a), strekt ertoe artikel 973, § 2, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek te vervangen en een vierde lid toe te voegen aan deze bepaling.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat:

- artikel 972, § 1, tweede lid, en § 2, negende lid, artikel 974, § 2, en artikel 985, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, die verwijzen naar artikel 973, § 2, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd moeten worden;

- in artikel 972, § 1, derde lid, en § 2, vijfde lid, en in artikel 979, § 1, tweede lid, van dat Wetboek, de woorden “artikel 973, § 2, vijfde lid” vervangen moeten worden door de woorden “artikel 973, § 2, zesde lid”;

- artikel 1369bis/10, waarin verwezen wordt naar “artikel 973, tweede en derde lid”, aangepast moet worden.

Artikel 4

1. Volgens de bespreking van de thans voorliggende bepaling is het de bedoeling om met de voorgestelde toevoeging van een nieuwe paragraaf 3 aan het huidige artikel 978 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin wordt bepaald dat na de neerlegging van het eindverslag van de deskundige in principe “de rechter (...) ambtshalve de rechtsdag [bepaalt]”, met andere woorden zonder te wachten op een verzoek daartoe door de partijen, de procedure na die neerlegging te versnellen, zodat de rechter niet meer moet wachten op een verzoek tot vaststelling van de rechtsdag door een of alle partijen.

Men dient zich bewust te zijn van de limieten van een dergelijke aanpassing van de regels inzake de vaststelling van de rechtsdag voor een geding na afloop van een deskundigenonderzoek wat betreft het effectief bereiken van het nagestreefde doel, en zelfs van het feit dat zulk een aanpassing contraproductief kan zijn.

Thans wordt, na de neerlegging van het deskundigenverslag, toepassing gemaakt van ofwel artikel 750, eerste lid, ofwel artikel 747, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, naargelang de vaststelling al dan niet uitgaat van de partijen samen.³

³ Voor een goed begrip van deze bepalingen, behoort herinnerd te worden aan het procedureel kader, dat niet gewijzigd wordt bij het voorontwerp, en waarin dit voorontwerp wordt ingepast wat betreft de rechterlijke beslissing om een beroep te doen op een deskundigenonderzoek.

Wanneer er een gerechtelijk deskundigenonderzoek plaatsheeft, moet er noodgedwongen een vonnis aan voorafgegaan zijn waarbij het deskundigenonderzoek wordt bevolen en waarbij de opdracht van de deskundige wordt vastgesteld. Dat vonnis kan uitgesproken worden nadat de kwestie van het deskundigenonderzoek besproken is op de

Die eerste bepaling luidt als volgt:

“Onverminderd de toepassing van artikel 747, wordt de rechtsdag bepaald op gezamenlijk verzoek van de partijen”.

De tweede bepaling luidt als volgt:

“Wanneer de zaak naar de rol is verwezen, of werd verdaagd naar een latere datum, kan iedere partij, door middel van een gewoon schriftelijk verzoek neergelegd ter of gezonden aan de griffie, om de instaatstelling van de zaak verzoeken, overeenkomstig het eerste tot het vierde lid. Dit verzoek wordt door de griffier bij gerechtsbrief aan de andere partijen ter kennis gebracht en, in voorkomend geval, bij gewone brief aan hun advocaten. Deze kennisgeving doet de termijnen bepaald in het eerste en het derde lid ingaan”.

Ten gevolge van dat verzoek legt de rechter in eenzelfde beschikking een nieuw tijdschema vast wat betreft de instaatstelling van de zaak en de datum van de terechtzitting waarop in de zaak wordt gepleit.

In het kader van een gerechtelijk systeem waarbij aan elke partij, met inachtneming van het beginsel van de rechtspleging op tegenspraak en van de rechten van verdediging, de mogelijkheid wordt geboden om haar eigen standpunt te geven, is het van essentieel belang dat, na de neerlegging van het eindverslag van de deskundige, de partijen de tijd gegeven wordt om er kennis van te nemen, het te bestuderen en erover te discussiëren, zonder dat daarbij, in voorkomend geval, gelet op de inhoud ervan, (nieuw) overleg wordt uitgesloten. Met andere woorden, er behoort in principe aan de partijen, nadat deze kennisgenomen hebben van het deskundigenverslag, de mogelijkheid geboden te worden om conclusie te nemen op grond van de inhoud zelf van het verslag, aangezien de conclusies die in dat verslag besloten liggen niet bindend zijn voor de rechter⁴, en op grond van de weerslag van dat verslag op de kwesties die in het geding zijn. Het is niet duidelijk hoe dat kan gebeuren zonder dat de partijen voor de instaatstelling van de zaak zorgen, rekening houdend met het advies van de deskundige, dat beslist een invloed zal hebben op het vervolg van de debatten (bijvoorbeeld wanneer de deskundige een uitspraak doet over het bestaan van een fout of over de raming van schade).

inleidende zitting (wat over het algemeen het geval zal zijn wanneer alle partijen het erover eens zijn dat zulk een onderzoeksmaatregel nodig is – in dat geval wordt de zaak behandeld volgens een procedure met beknopte debatten, met toepassing van artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij alleen voor de precieze opdracht van de deskundige soms debatten vereist zijn). Ook kan het deskundigenonderzoek bevolen worden na een eerste instaatstelling van de zaak en een pleitzitting (indien het principe zelf van het deskundigenonderzoek wordt betwist of indien eerst nog andere kwesties moeten worden behandeld, zoals bijvoorbeeld de kwestie van de aansprakelijkheid, waarover soms een beslissing genomen moet worden voordat de rechter een deskundigenonderzoek beveelt om de schade te begroten).

In beide gevallen wordt de zaak *de facto* doorverwezen naar de algemene rol (wanneer het deskundigenonderzoek bevolen werd op de inleidende zitting) of naar de bijzondere rol van een kamer (wanneer het deskundigenonderzoek wordt bevolen na afloop van een eerste instaatstelling) om de uitvoering van het deskundigenonderzoek mogelijk te maken, aangezien dit soms een bepaalde tijd kan vergen. Na afloop van het deskundigenonderzoek, dus nadat de deskundige zijn eindverslag heeft neergelegd ter griffie, moet ervoor gezorgd worden dat een nieuwe rechtsdag wordt vastgesteld voor de zaak, zodat daarover ten gronde kan worden gepleit (over het geschil waarvoor juist op voorhand een technisch advies van de deskundige vereist was).

⁴ Ter herinnering, artikel 962, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt: “[de rechter] is niet verplicht het advies van de deskundigen te volgen, indien het strijdig is met zijn overtuiging”.

Het is derhalve zeer waarschijnlijk dat het ontworpen artikel 978, § 3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, welke bepaling zich aandient als een uitzondering, het vaakst zal worden toegepast. Volgens dat derde lid, kan de rechter op de zitting die plaatsvindt op de aldus “ambtshalve” bepaalde rechtsdag beslissen de zaak uit te stellen tot een latere rechtsdag “indien dit nodig zou blijken” “na de partijen te hebben gehoord”. In de bespreking van dat artikel wordt in dat verband het volgende bepaald:

“De rechter moet (...), in het licht van niet alleen het eindverslag van de deskundige, maar ook van de opmerkingen van de partijen, kunnen beoordelen: a) in hoofdde, of de zaak sowieso in staat is en staande de zitting behandeld kan worden (lees: en daarin staande de zitting gepleit kan worden⁵), (...) c) in uiterst ondergeschikte orde, of er (bijkomend) conclusie moet worden genomen”.

Daaruit zou ook afgeleid kunnen worden dat de ontworpen bepaling enkel nut heeft in de volgende gevallen:

- het geval waarin de rechter akte neemt (in geval van eensgezindheid wat de termijnen betreft) van nieuwe termijnen voor de uitwisseling van de conclusies en van de vaststelling van een nieuwe datum voor de pleitzitting, of deze termijnen en die nieuwe datum zelf vaststelt (in geval van onenigheid op dat punt);

- het geval waarin hij akte neemt van een overeenkomst tussen de partijen of, zoals eveneens gesteld wordt in de bespreking van het artikel, het geval waarin de rechter een poging doet om “de partijen [te] verzoenen of hen [te] vragen te onderhandelen/bemiddeling te zoeken”;

- het geval waarin het gaat om zaken die met beknopte debatten behandeld kunnen worden, zoals de zaken waarvan sprake in artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het staat aan de steller van het voorontwerp om na te gaan of de regeling die hij van plan is in te voeren, waarbij voorzien wordt in een “ambtshalve” vaststelling na afloop van de deskundigenonderzoeken, ingevoegd moet worden in het Gerechtelijk Wetboek, terwijl :

- deze regeling in werkelijkheid maar op beperkte wijze zal worden toegepast;

- wat betreft het vastleggen van een nieuw tijdschema voor de uitwisseling van conclusies en voor de vaststelling van de pleitzitting, er niet in een zitting moet worden voorzien, daar dit ook kan geschieden op louter verzoek van een partij;

- slechts zelden gebruik gemaakt wordt van de mogelijkheid om deskundigenonderzoeken te laten uitvoeren in zaken die met beknopte debatten behandeld kunnen worden;

- het niet duidelijk is hoe, zoals gesteld wordt in de bespreking van artikel 4, een van de partijen de zaak zou kunnen proberen te vertragen in het stadium van de procedure dat volgt op de neerlegging van het deskundigenverslag, aangezien elke partij, met inbegrip van de partij die belang heeft bij een snelle behandeling van de zaak, toepassing kan maken van artikel 747, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek zonder de akkoordbevinding te moeten

⁵ De zitting die plaatsvindt op de vastgestelde rechtsdag is die waarop in de zaak wordt gepleit, aangezien het vonnis, behoudens uitzonderlijke gevallen, gewezen wordt op een latere zitting, na afloop van de beraadslaging.

afwachten van de andere partijen wanneer gekozen is voor de toepassing van artikel 750 van het Gerechtelijk Wetboek, hetgeen in de praktijk evenwel veel minder vaak voorkomt;⁶

- in zeer veel gevallen het ontworpen artikel 978, § 3, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek dus als contraproductief gevolg kan hebben dat het aanleiding geeft tot zinloze handelingen zowel wat betreft de rechtbanken (rechter en griffiers) enerzijds, als wat betreft de partijen en hun raadslieden anderzijds.

Tot slot lijkt de verwijzing die de steller van het voorontwerp maakt naar praktijken die reeds gangbaar zijn “in verschillende arbeidsrechtbanken” niet relevant.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister in dat verband blijkt immers dat die praktijken voor het overgrote deel voortvloeien uit het feit dat partijen aangemoedigd worden om gebruik te maken van artikel 750 van het Gerechtelijk Wetboek, dat, ter herinnering, vereist dat alle partijen akkoord gaan om een vaststelling van de rechtsdag te kunnen vragen. Een dergelijk systeem lijkt niet verenigbaar met de legitieme wens die geformuleerd wordt in de bespreking van artikel 4 om “[te vermijden] dat de partijen of hun raadslieden dilatoir proberen te handelen door de rechtsdag voor zich uit te schuiven”.

2. Indien de tekst behouden blijft zoals in het ontworpen tweede lid van de nieuwe paragraaf 3 van artikel 978 van het Gerechtelijk Wetboek, behoort de bepaling als volgt te worden gesteld:

“De griffier brengt de rechtsdag bij gewone brief ter kennis van de partijen en hun advocaten of bij gerechtsbrief ter kennis van de partijen die verstek laten gaan.”

Artikelen 5 tot 10

Op de vraag om de woorden “onverminderd de uitzonderingen uitdrukkelijk bepaald door de wet”, die bij artikel 10 van het voorontwerp ingevoegd worden in artikel 4 van de wet van 17 april 1878 ‘houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering’, nader toe te lichten en op de vraag of, bijvoorbeeld in het geval waarin de bewaarder van een zaak en tevens verweerder in een vordering ingesteld op grond van artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, de aansprakelijkheid van een derde aanvoert en deze oproept als tussenkomende partij, en de aansprakelijkheid voor de schade tegelijkertijd het voorwerp uitmaakt van een strafprocedure, de rechter nog kan beslissen, indien het voorontwerp wordt aangenomen, om beide vorderingen samen te behandelen rekening houdend met de vereisten van

⁶ In dat verband is het de Raad van State niet duidelijk waarom de gemachtigde van de minister voorgesteld heeft om artikel 978, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, te stellen als volgt:

“Na de neerlegging van het eindverslag ter griffie, kan *de meest gerede partij* de zaak opnieuw ter zitting brengen. De griffier brengt bij gewone brief de rechtsdag ter kennis van de advocaten of de wettelijke vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 728, § 3, en per gerechtsbrief aan de niet verschenen partijen of de partijen zonder advocaat of wettelijke vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 728, § 3” (eigen cursivering).

Een dergelijke bepaling zou immers artikel 747, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek overlappen.

Terloops dient er ook op gewezen te worden dat het niet gebruikelijk is om, in het geval waarin een bericht van de griffie naar een advocaat moet worden gezonden, in het Gerechtelijk Wetboek te preciseren dat dit bericht ook gezonden dient te worden aan de “wettelijke vertegenwoordiger zoals bedoeld in artikel 728, § 3”, aangezien een dergelijke gelijkstelling van rechtswege geldt.

een goede rechtsbedeling (zie het ontworpen artikel 1385*quinquiesdecies*/2) en de beslissing kan uitstellen om te vermijden dat er tegenstrijdigheid zou ontstaan tussen de beslissing van de strafrechter en die van de burgerlijke rechter (zie artikel 4 van het Wetboek van Strafvordering, zoals gewijzigd bij artikel 10 van het voorontwerp), heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Les mots ‘sans préjudice des exceptions expressément prévues par la loi’ signifient que le législateur peut prévoir des exceptions à l’application de l’adage ‘le criminel tient le civil en état’ en dépit du risque de contradiction entre les décisions du juge pénal et du juge civil. L’article 1385*quinquiesdecies*/1 en projet est un exemple d’exception à ce principe expressément prévue par la loi.

Dans l’exemple que vous donnez, la demande principale est fondée sur une responsabilité sans faute, ce qui, en vertu du nouvel article 1385*quinquiesdecies*/1, a pour conséquence que le juge civil ne devra pas sursoir à statuer sur cette demande.

En application de l’article 1385*quinquiesdecies*/2, il devra en outre se prononcer sur la demande principale dès qu’elle est en état d’être jugée, sauf s’il constate de manière motivée que l’examen conjoint de la demande principale et d’une demande incidente est nécessaire pour une bonne administration de la justice. Si tel est le cas, le juge civil devra attendre pour se prononcer sur la demande principale jusqu’au moment où la demande incidente est également en état d’être jugée.

Comme le fondement de l’action en intervention contre le tiers est l’infraction de ce dernier, cette action devra être suspendue sur base de l’article 4. La demande principale serait donc, indirectement, suspendue également”.

Deze toelichting zou opgenomen moeten worden in de memorie van toelichting aangezien deze de artikelen 5 tot 10 van het voorontwerp verduidelijkt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT